



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et
installations classées

851/vh/jw

Arrêté du 10 janvier 2025 portant mise en demeure à la société LOCACIL de respecter les dispositions relatives à l'exploitation de ses installations situées à Feldkirch

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et, notamment son article L. 171-8 I ;

VU l'arrêté du 26 juin 2024 portant prescriptions complémentaires à la société LOCACIL située 122 route de Mulhouse à Feldkirch, de la réalisation d'un diagnostic environnemental ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-120-11 du 29 avril 2008 portant, au titre Ier du livre V du Code de l'environnement, des prescriptions et prescriptions complémentaires à la société ECOMIX à Feldkirch ;

VU l'inspection du 3 décembre 2024, de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le rapport de l'inspection de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées, relatif à la visite susvisée, précisant les suites proposées et délais associés, suite à l'inspection sus-visée, transmis à l'exploitant par l'inspection ;

Considérant que l'article 2 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL mette en œuvre des mesures de remédiation aux incidences environnementales de son installation et notamment, à la perte de déchets plastiques dans l'environnement proche de l'installation ; que ce même article prescrit à la société LOCACIL de communiquer un bilan des actions mises en œuvre à l'Inspection dans un délai d'un mois ; qu'il a été constaté la présence de particules plastiques à l'extérieur de l'installation, notamment le long de la piste cyclable située au nord et sur les terrains voisins situés à l'ouest ; que la société LOCACIL n'a pas

procédé à leur nettoyage et qu'elle n'a pas justifié d'une objection des propriétaires de terrains à la mise en œuvre d'un nettoyage ;

Considérant que l'article 3 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL assure le curage et le nettoyage de son réseau d'eaux pluviales ; que l'exploitant a présenté une facture relative à des opérations de curage, mais qu'il a été constaté que certaines parties du réseau d'eaux pluviales n'ont pas été nettoyées, notamment la rigole située en partie sud, le long de l'installation de tri ;

Considérant que l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL mette en œuvre des dispositifs adaptés dans les zones où des déchets sont susceptibles d'être répandus accidentellement ; qu'il a notamment été constaté la présence d'un avaloir d'eaux pluviales dépourvu d'un dispositif de protection et l'absence de protection au niveau de la grille de l'aire de lavage reliée au réseau d'eaux pluviales ;

Considérant que l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL mette en place des dispositifs physiques adaptés pour limiter les envols ; qu'il a été constaté que des zones exposées aux envols de déchets sont dépourvues de filets de protection (limite ouest notamment), alors que des déchets sont présents sur les terrains voisins ; que les filets mis en place ne sont pas posés jusqu'au sol, que des particules passent sous le filet ;

Considérant que l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL établisse des procédures prévenant la dispersion des particules plastiques ; qu'il a été constaté qu'il n'existe pas de procédures prévenant la dispersion des particules plastiques dans l'environnement (modalités d'exploitation des installations, d'entretien, ...) ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL réalise un diagnostic de l'incidence de son exploitation dans l'environnement de ses installations, ainsi que dans les cours d'eau et étangs situés à l'aval de son point de rejet des eaux pluviales ; que la société LOCACIL n'a pas fait réaliser le diagnostic prévu ;

Considérant que l'article 9.3.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL réalise une surveillance complémentaire des rejets d'effluents aqueux ; que la société LOCACIL n'a pas réalisé les analyses prévues ;

Considérant que l'article 9.5.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL réalise une surveillance complémentaire du milieu dans le cours d'eau et dans les sédiments ; que la société LOCACIL n'a pas réalisé l'ensemble des investigations prévues ;

Considérant que l'article 9.5.2.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL justifie, dans un délai de quinze jours, son réseau de surveillance des eaux souterraines ; que la société LOCACIL n'a présenté aucun élément justifiant le réseau de surveillance des eaux souterraines à mettre en œuvre ;

Considérant que l'article 9.5.2.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé prévoit que la société LOCACIL fasse réaliser une surveillance complémentaire des eaux souterraines ; que la société LOCACIL n'a pas fait réaliser les surveillances prévues ; que le réseau de surveillance existant ne permet pas une surveillance pertinente ; que la réalisation d'ouvrages de surveillance adaptés est nécessaire en préalable à la réalisation de la surveillance des eaux souterraines ;

Considérant que l'article 9.2.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé prévoit qu'un schéma des réseaux soit établi et régulièrement mis à jour ; qu'il a été constaté que la société LOCACIL ne dispose d'aucun schéma des réseaux à jour ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code précité : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société LOCACIL, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté et dont le siège social est situé 122 route de Mulhouse à Feldkirch (68540), est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées aux articles suivants, dans les délais indiqués, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 :

Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 2 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« L'exploitant assure :

[...]

- *Dans les éventuelles zones voisines de l'installation ayant subi des dépôts de broyats plastiques par envol :*
 - *le nettoyage des éventuelles zones concernées, identifiées sur la base d'une enquête de voisinage.*

Un bilan des actions mises en œuvre est communiqué à l'Inspection des installations classées dans un délai d'un mois ».

Article 3 :

Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 3 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« *L'exploitant procède, dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, au curage et au nettoyage des réseaux d'évacuation des eaux pluviales de ses installations.*

Les effluents obtenus sont évacués vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ».

Article 4 :

Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« L'exploitant met en œuvre, dans un délai de sept jours, les mesures suivantes :

- Les zones de ses installations où des particules plastiques sont susceptibles d'être répandues accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Le dimensionnement des dispositifs mis en œuvre est adapté à la nature des particules susceptibles de se disséminer dans l'environnement ;
- [...] ».

Article 5 :

Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« L'exploitant met en œuvre, dans un délai de sept jours, les mesures suivantes :

- [...] ;
- des dispositifs physiques adaptés (type filet/écrans) permettant la limitation des envols sont mis en place sur la périphérie du site dans les zones adaptées. Les mailles de ces éléments sont adaptées à la taille des particules plastiques à retenir sur site ;
- [...] ».

Article 6 :

Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 4 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« L'exploitant met en œuvre, dans un délai de sept jours, les mesures suivantes :

- [...] ;
- des procédures prévenant la dispersion des particules plastiques dans l'environnement sont rédigées et mises en œuvre par l'exploitant ».

Article 7 :

Dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 5 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« Sans préjudice des dispositions des articles 4 et suivants du présent arrêté, l'exploitant fait procéder à un diagnostic de l'incidence de son exploitation dans l'environnement de ses installations, ainsi que dans les cours d'eau et étangs situés à l'aval de son point de rejet des eaux pluviales selon une méthodologie qu'il détermine et formalise. La méthodologie mise en œuvre s'appuie sur les référentiels reconnus en vigueur.

Elle comprend a minima :

- le recensement de l'ensemble des matières / substances susceptibles d'être rejetées dans l'environnement par ses installations et les voies de dispersion pertinentes dans chaque cas,
- l'identification des zones de dépôt potentielles sur la base d'une analyse des risques.

La méthodologie, les éléments issus des points précités et les résultats sont précisés dans un rapport. Ce rapport est communiqué à l'Inspection des installations classées dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les éléments issus de ce diagnostic doivent mener l'exploitant (le cas échéant) à renforcer le programme de surveillance tel que défini dans les articles 4 et suivants du présent arrêté.

Le cas échéant, des nettoyages complémentaires des broyats plastiques sont réalisés si des zones pertinentes sont identifiées dans le diagnostic ».

Article 8 :

Dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.3.2 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'article 6 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après sur l'ensemble des points de rejets en eaux pluviales de son site :

<i>Paramètres à analyser</i>	<i>Programme d'autosurveillance</i>
<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 6 mois</i>

*La liste des substances recherchées peut être adaptée si les résultats des trois premières campagnes d'analyse ne mettent pas en évidence la présence de certaines substances.
Le cas échéant, l'exploitant le justifie et en informe l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ».*

Article 9 :

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.5.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'article 7 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après sur les secteurs environnementaux listés ci-après.

Zone d'investigation	Paramètres à analyser	Programme d'autosurveillance
<i>Dans le cours d'eau, à l'aval immédiat de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 2 mois</i>
<i>Dans les sédiments situés à l'aval de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>3 mesures réalisées à l'aval immédiat et dans chacun des étangs situés à l'est de la RD430</i>
<i>Dans les sédiments, à l'amont du point de rejet en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>Une mesure réalisée à l'amont du point de rejet des eaux pluviales</i>

».

Article 10 :

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.5.2.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'article 8 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« [...] »

Le réseau de surveillance est justifié sur la base d'éléments hydrogéologiques. Les justifications sont communiquées à l'Inspection des installations classées dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

Le cas échéant, les ouvrages supplémentaires nécessaires sont réalisés dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

La création de tout nouveau piézomètre, fait l'objet d'une information préalable du préfet avec tous les éléments d'appréciation ».

Article 11 :

Dans un délai d'un mois à compter de la réalisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines nécessaires, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.5.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 complété par l'article 8 de l'arrêté du 26 juin 2024 susvisé :

« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après, dans un réseau de surveillance à définir constitué d'au moins un piézomètre amont et de deux piézomètres situés à l'aval des zones d'entreposage de déchets) :

Nom usuel	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Paramètres à analyser	Programme d'autosurveillance
P1		Amont	Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3	1 fois en période de basses eaux, puis une fois en période de hautes eaux

».

Article 12 :

Dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 9.2.1 de l'arrêté du 29 avril 2008 susvisé :

« [...] »

Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours ».

Article 13 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 14:- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 16 :- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD